

Tribune libre

Editorial de CPS n° 36 (118)

Groupe pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (19.04)

Le 27 mars 2009

(Mise en page réalisée par Lutte de classe)

Après les millions de manifestants de janvier et de mars, Sarkozy répond : « je ne cèderai pas ». La responsabilité des dirigeants des organisations du mouvement ouvrier est totale.

A bas la « concertation » ! Il faut leur imposer:

Qu'ils reprennent les revendications des masses

*Arrêt de tout licenciement, des suppressions de postes de fonctionnaires

*Retrait, abrogation des contre-réformes Sarkozy

*Rattrapage du pouvoir d'achat des salaires, du chômage partiel, des retraites

Pour les satisfaire, qu'ils rompent avec le gouvernement de Sarkozy et constituent un front uni pour le balayer.

A deux reprises, à l'appel de leurs organisations syndicales, les prolétaires, la jeunesse, ont répondu massivement « présent ». Et maintenant ?

Le 19 mars, pour la seconde fois, c'est massivement que travailleurs et jeunes ont répondu à l'appel à manifester de leurs organisations syndicales, appel repris sur leur propre plan par l'ensemble des partis et organisations issus du mouvement ouvrier. Selon les appareils syndicaux, ils étaient 3 millions, plus encore que le 29 janvier. Cortèges massifs malgré l'absence d'engagement significatif dans la grève, avec souvent en tête des ouvriers frappés par les plans de licenciements, de fermetures d'usine, qui s'abattent partout dans le pays. Particulièrement symbolique, le cortège des ouvriers de Continental à Compiègne. A la fois symbole de toutes ces usines fermées du fait de la crise, ou en profitant de la crise, par le patronat, mais aussi symbole de là où mènent les accords pourris négociés par les dirigeants syndicaux pour « sauver l'emploi » (ici en rallongeant le temps de travail). Et symbole, enfin, en ceci que le principe de la reprise du travail venait d'y être voté après une semaine de grève, en échange du maintien de l'activité jusqu'à la fermeture et du paiement des jours de grève. Idem, quelques jours plus tard à Faurecia Auchel, en échange d'une prime de 3 000 euros, après trois semaines de grève.

Une nouvelle fois, dans les manifestations, les revendications qui ont émergé n'ont rien à voir avec celles de la plate-forme intersyndicale du 5 janvier. Les travailleurs ont manifesté pour l'arrêt immédiat des plans de licenciements, et de chômage partiel, pour l'annulation des suppressions de postes dans la fonction publique, alors qu'ils voient le chômage faire des bonds tels qu'il est vraisemblable que le pays compte un million de chômeurs en plus d'ici la fin de l'année. Ils ont revendiqué le retrait des « réformes » Sarkozy, celle détruisant l'hôpital public, celle cassant le statut des enseignants chercheurs, la « réforme » des concours, ou encore la remise en cause de la convention collective des travailleurs sociaux. Ils ont enfin revendiqué des salaires permettant de vivre décemment, ce qui doit se traduire par l'exigence du rattrapage du pouvoir d'achat réellement perdu depuis le passage à l'euro, mesuré par les organisations ouvrières (en Guadeloupe, l'une des revendications satisfaites a été la création d'un « bureau d'études ouvrières » chargé précisément de cette mesure). Et formuler les choses ainsi, c'est donner un contenu précis au slogan entendu partout « nous ne paierons pas votre crise ».

Enfin, à nouveau, comme lors des manifestations du 29 janvier, Sarkozy a directement été mis en cause dans toutes les manifestations. En cause partout... sauf au niveau des confédérations syndicales et des partis du mouvement ouvrier.

Unité syndicale... pour protéger le gouvernement

La satisfaction des revendications pour lesquelles des millions ont manifesté, le 29 janvier comme le 19 mars, est incompatible avec le maintien au pouvoir du gouvernement Sarkozy-Fillon. Les satisfaire exige de combattre pour en finir avec lui. Or les dirigeants syndicaux calibrent « actions » et « revendications » pour précisément ne pas avoir à affronter le gouvernement. Michel Noblecourt écrit dans l'édition du 13 mars du Monde :

« Pour organiser et canaliser le "ras-le-bol général", les syndicats veulent résister à la tentation politique qui les verrait constituer un front anti-Sarkozy pour capter une hostilité à la politique - et parfois à la personne - du président de la République qui agit comme un aiguillon dans les "manifs". »

Le 20 au matin, en effet, l'intersyndicale s'est réunie et a accouché d'un communiqué entièrement calibré pour écœurer le prolétariat. D'un côté, elle estime à nouveau qu'il est urgent d'attendre au moins dix jours avant de décider quoi que ce soit, mais fixe d'emblée la date du premier mai comme référence. C'est dans la continuité de ces réunions qui se sont suivies depuis l'automne et qui ont eu comme fil rouge de faire gagner du temps... au gouvernement (cf. la déclaration du Groupe publiée contre la tenue du sommet du 18 février reproduite dans ce numéro). Mais cette attitude est cohérente avec le contenu du texte. Il s'agit en effet de revendiquer du patronat et du gouvernement « que s'engagent sans délai les concertations et négociations indispensables ». Sur quelle base ? La plateforme intersyndicale du 5 janvier, laquelle ne reprend aucune revendication, au contraire. Rappelons par exemple qu'elle demande « l'arrêt de la politique aveugle (sic !) de suppressions de postes » dans la fonction publique, ou que, loin de s'opposer aux licenciements, elle propose d'en tirer avantage pour faire de la formation, dans le cadre de la « sécurité sociale interprofessionnelle ».

Cela donne sa signification à une revendication mise en avant le 20 mars au matin, la demande d'abandonner le bouclier fiscal de la loi dite « Tepsa » qui a aussi défiscalisé les heures supplémentaires. Certes, il est intolérable que 834 millionnaires aient reçu un chèque d'un montant moyen de... 368 000 euros. Mais si les appareils syndicaux (et les partis issus du mouvement ouvrier) mettent l'accent sur cette loi, c'est parce qu'ils savent possible un « geste de solidarité » (dixit F. Gouillard, UMP qui prône lui aussi la remise en cause du « bouclier fiscal ») sans menacer profondément le gouvernement. Et que ce « geste », tout comme sur un autre plan la remise en cause des bonus (qui ne sont pas moins scandaleux, tout particulièrement dans des entreprises subventionnées par l'argent public), servirait de justification morale et politique pour faire accepter les coups portés à la classe ouvrière.

Depuis leur première rencontre de novembre, les dirigeants syndicaux gagnent du temps et peuvent se contenter d'organiser ces immenses journées d'action destinées à canaliser la colère ouvrière de la manière la plus inoffensive possible. Mais ce n'est pas tout. Non seulement ils se sont rendus au sommet du 18 février alors même que Sarkozy et Fillon avaient exclu – comment s'en étonner !- tout « changement de cap », mais ils ont même réussi à se féliciter de « l'inflexion » qu'aurait marqué ce sommet. Bernard Thibault se permettait même de compter en positif les milliards « engrangés » selon lui par les travailleurs. Mensonge total, puisque les quelques mesurette insultantes (500 euros d'aumône pour les chômeurs, 400 euros d'impôts en moins, ou 150 euros d'allocation en plus) annoncées sont financées sur fonds publics, donc avec les impôts auxquels sont payés pour l'essentiel par le prolétariat ! D'autant que dans le même temps Sarkozy annonçait la suppression à venir de la taxe professionnelle, ce qui est potentiellement une catastrophe pour les communes populaires – l'exemple de l'assurance-maladie, pillée au compte du patronat, montre ce que valent les promesses de compensation faites par les gouvernements bourgeois (l'Etat a cumulé plusieurs milliards d'euros de dettes, exonérations patronales qu'il a « omis » de rembourser à la Sécurité sociale).

L'allocation de Sarkozy le soir du 18 était claire : « les réformes doivent continuer ». Pour les salaires : pas question de lâcher un centime. Pour les licenciements ? Qu'ils continuent ! Mais il annonçait aussi un nouvel accroissement de l'association des sommets syndicaux à sa politique. Ainsi « l'association des syndicats aux restructurations ». Ou la relance de négociations pour améliorer la prise en charge du chômage technique, pour le dire autrement (cf. le précédent numéro de CPS), le financement public du chômage partiel au compte du patronat. Idem la mise en place d'un « comité de suivi » commun de la politique gouvernementale

qui doit se réunir avant l'été. Mais d'une certaine manière, ce « comité » avait été créé dès janvier, avec l'installation du « conseil d'orientation » du « fonds d'investissement » créé par le gouvernement. Sous la présidence de PDG de Sanofi-Aventis, et aux côtés de l'UMP, du Medef, et du spéculateur W. Butler, on y trouve J-C. Le Duigou pour la CGT et Marie-Suzie Pungier (FO). Le tout pour décider de conserver quelles entreprises seront sauvées par le fonds, et lesquelles tomberont (comme Heuliez aujourd'hui)! « L'association des syndicats aux restructurations » est déjà fortement engagée.

Voilà qui éclaire les déclarations lénifiantes au possible tenues par les dirigeants confédéraux au soir du 18 février. Pour Mailly, « il faut maintenir la pression pour faire bouger les lignes ». Quant à Thibault, il s'est surpassé, comparant les 8 milliards de la fin de taxe professionnelle aux 2,6 milliards d'aumônes diverses (donc remettant les compteurs à zéro puisqu'effaçant les dizaines milliards déversés antérieurement notamment via le plan de sauvetage des banksters) ainsi en ces termes: « la balle n'est toujours pas à notre avantage ». Donc « des points marqués », mais pas assez, une « inflexion », mais « insuffisante » ... unanimes les bureaucrates syndicaux indiquaient le 18 février au soir aux travailleurs que la voie à suivre était celle du refus de combattre, sans parler de chasser, le gouvernement Sarkozy-Fillon.

A cet égard, aucune inflexion de leur politique ne s'est manifestée le 20 mars, on l'a vu même si à l'évidence le refus de leur politique de bousille s'exprime et ne peut que s'exprimer davantage au sein des syndicats et en dehors. Au contraire : en annonçant qu'ils rencontreront Sarkozy le 30 mars, jour de leur propre réunion, pour discuter avec lui « de ce la France doit porter au G20 » (dixit Bernard Thibault), ils affirment crûment leur soutien au gouvernement et leur volonté d'association pleine à la définition de sa politique.

Mais pour battre en brèche ce refus de rompre avec le gouvernement, pour ouvrir par là la voie au combat d'ensemble de la classe ouvrière contre le gouvernement, il faut prendre toute la dimension des obstacles qui s'y opposent. Et ils ne sont pas qu'au niveau des appareils syndicaux.

Les partis du mouvement ouvrier unis aussi ... pour barrer la voie au combat pour chasser Sarkozy

Outre la réalisation de cette forme particulière d'unité syndicale, ces dernières semaines ont aussi vu se réaliser, se reconstituer pourrait-on dire, une sorte d'union de la gauche sans rivage à droite, allant du MRC au NPA de Besancenot et parfois à Lutte Ouvrière, en passant par le PS, le PCF et le PG. Plus précisément, c'est en relation avec les positions des directions syndicales, à la suite de celles-ci dans tous les sens du terme, que cette coalition s'est constituée et a jalonné sa brève existence de communiqués reprenant et étendant sur leur propre plan la politique initiée par les dirigeants syndicaux.

Il y eut d'abord, fin janvier, sans le PS, un texte qui faisait du coup figure de programme commun au PCF, au PG et au NPA (avant même que ce dernier soit proclamé), puisqu'ils y affirmaient en chœur « une autre politique est possible ». Laquelle ? « Remettre en cause la rémunération du capital » (la rémunération, pas le capital), instaurer un « droit de veto suspensif sur les licenciements » (qui est initialement une proposition de l'appareil CGT, initialement, laquelle sert de levier à l'association des syndicats aux restructurations), « remettre en cause le pacte de stabilité » (mais pas l'Union Européenne elle-même).

Au lendemain des manifestations du 29 janvier, le « front » s'élargit : le PS signe une déclaration commune avec le PCF, le NPA, et Lutte Ouvrière, laquelle déclaration affirme « la journée du 29 janvier porte clairement la demande d'un changement de cap (...) Nicolas Sarkozy et le gouvernement ne peuvent se dérober à ces exigences et ignorer les grands axes avancés dans la plate-forme syndicale unitaire. ». Soutien total aux appareils syndicaux, cette déclaration signifie tout aussi clairement que le gouvernement ne doit pas être chassé, qu'il doit rester en place. Le « soutien aux luttes » affiché dans ce texte vaut autant que celui des directions confédérales et fédérales : c'est le soutien de la corde au pendu.

On ne s'étonnera pas que, au lendemain du sommet du 18 février, les mêmes (moins LO) soulignent « le changement de ton » de Sarkozy et s'alignent totalement sur l'appel intersyndical à la journée du 19 mars, en réitérant l'antienne du prétendu « changement de cap » attendu du gouvernement.

On ne peut dans ce cadre manquer de relever qu'en signant ces textes, le NPA nouvellement créé à partir de la LCR (cf. notre précédent numéro) a parfaitement balisé sa place politique, à savoir celui de flanc-gauche des appareils, seuls centre de gravité pour un parti particulièrement hétéroclite, puisqu'à son congrès, outre différents groupes décomposés et naufragés de l'extrême-gauche venus apporter leur soutien à la liquidation de la référence au communisme, au socialisme, ce congrès a rassemblé depuis les

groupies de Besancenot jusqu'aux défenseurs de la 'cause animale' ! Et personne n'y a combattu l'orientation développée dans les « déclarations unitaires », ni la tenue du sommet du 18 février.

Aussi, au lendemain du 20 mars, quand le parti de Besancenot décide de rajouter son grain de poivre à la sauce indigeste des appareils, c'est en réclamant « une nouvelle date de grève et de manifestations le plus vite possible ». Donc une nouvelle journée d'action, mais, attention, dans la perspective de « la généralisation des grèves et des manifestations ». Et sur quel objectif ? « Faire reculer le pouvoir ». Donc pas le chasser.

En attendant, le NPA (qui s'est déjà partiellement déchiré à ce sujet), tout comme le PG, le PCF, et le PS, s'occupe des échéances électorales à venir, et notamment des élections européennes. Mais si une chose est certaine, c'est que ces élections ne se présentent pas comme un point d'appui pour le prolétariat, la jeunesse.

Leçon du succès de la grève générale aux Antilles : le front unique des organisations ouvrières

En tirer les leçons, c'est militer pour le front unique (partis, syndicats) contre le gouvernement Sarkozy

Quelle issue, alors ? Les travailleurs de la métropole ont suivi avec attention la grève générale en Guadeloupe et celle engagée dans sa foulée en Martinique. Un article de ce numéro de CPS y est consacré, aussi pouvons-nous ici aller à l'essentiel. Il serait totalement faux de dire simplement que c'est d'avoir « lutté » qui a permis d'engranger un certain nombre d'acquis (200 euros, le gel des loyers, une série de baisse des prix) au terme d'une grève générale historique. Grève générale, et pas « grève reconductible », en ce sens que le sort de la grève n'était pas fragmenté entre de multiples assemblées locales votant en aveugle la « reconduction » ou non chacune dans leur coin. C'est l'état-major de la grève, le LKP guadeloupéen, qui, rendant compte tous les jours de son action, appelait ou pas à la poursuite de la grève.

Mais précisément, qu'était cet état-major ? Sa colonne vertébrale, ce sont les organisations ouvrières guadeloupéennes, syndicats, partis. Quand bien même il ne s'agissait pas, et ce n'est pas sans conséquence, d'un front de ces seules organisations, il en a fait fonction et c'est pourquoi il a été en mesure d'appeler à la grève générale. Et ce front s'est formé, non pas sur la revendication de « négociations », de « concertations » sur la base des revendications du pouvoir (colonial, en l'occurrence), mais sur la base d'une plate-forme dont la trame est faite de réelles revendications ouvrières, chiffrées, précises. D'ailleurs il n'est pas surprenant de voir Elie Domota porte parole du LKP évoquer dès aujourd'hui un éventuel boycott des « États-Généraux de l'Outre-Mer » que le gouvernement a hâtivement mis sur pied pour tenter de reprendre la main.

Certes la Guadeloupe et la Martinique ne sont pas la métropole. Non pas, comme l'affirment les veules dirigeants syndicaux que « la structure salariale n'étant pas la même, on ne peut pas réclamer 200 euros d'augmentation pour les bas salaires » (Gérard Aschieri à 20 minutes du 6 mars). Mais d'une part en ce que, comme s'en félicite madame Parisot (Le Parisien du 10 mars) : « Le LKP ne ressemble en rien aux syndicats de métropole, autrement constructifs et responsables ». Il est clair que la direction de l'UGTG malgré toutes ses limites a joué un rôle essentiel dans la constitution rapide (en un mois) de ce collectif.

Mais d'autre part, et à l'inverse, alors que la grève générale en Guadeloupe, en particulier au moment du départ du ministre Jégo, a fait affleurer la question du pouvoir, d'un gouvernement émanant du LKP, celle-ci était particulièrement épineuse à poser et résoudre dans une seule, ou dans deux îles des Caraïbes, entourées d'autres îles accablées de misère – et l'une des conditions pour lesquelles s'éclaircisse était que le mouvement ouvrier français prenne position et agisse pour le retrait des forces de répression, ce qu'aucune organisation n'a fait (notamment pas le NPA ou le POI).

Quand Martine Aubry déclare que pour elle il faut « tout faire » pour éviter la reproduction en métropole de ce qui s'est passé dans les colonies des Caraïbes, c'est en fait de la réalisation du front unique dont elle parle. C'est en ce sens que le PS a envoyé tous ses élus d'Outre-Mer à l'Élysée au lendemain du « sommet social » du 18 février pour tenter d'enterrer avec Sarkozy la grève générale des Antilles, en vain. Cela dit, à l'instar du PS, comme le note Le Monde du 13 mars « aucun syndicat, pas même les SUD, qui constituent l'ossature de Solidaires, n' imagine transposer en métropole une situation à la guadeloupéenne. »

C'est précisément bien la réalisation du front unique contre le gouvernement qui permettrait de répondre à la question lancinante dans tout le pays : comment se débarrasser de ce président honni, haï, et de son gouvernement ? La seule réponse, celle qui nourrit la possibilité du combat d'ensemble contre le pouvoir, c'est le gouvernement issu du front unique des organisations du mouvement ouvrier.

En ce sens, la grève générale de Guadeloupe est un point d'appui : elle permet au moins pour l'instant de poser la question du front unique sous la forme de la revendication d'un Collectif National Unitaire des partis et syndicats du mouvement ouvrier, reprenant les revendications réelles des travailleurs rappelées plus haut, et se fixant l'objectif pour les satisfaire de terrasser le gouvernement Sarkozy-Fillon. La constitution d'un tel front entraînerait la rupture de la « concertation », du « dialogue ». Ce serait une déclaration de guerre au gouvernement.

Il faut noter que quand cette perspective a été ouverte au Conseil National de la FSU, les différents courants, liés au PC, au NPA ou au POI, s'y sont opposés.

C'est sur cette orientation qu'il faut se regrouper, et c'est dans ce combat pour imposer la volonté des masses, le combat pour le front unique, que se regrouperont les éléments de la construction du Parti ouvrier révolutionnaire à même de jouer un rôle décisif.

Mais c'est précisément parce qu'au lieu de le combattre, de s'unir sur la base des revendications, les dirigeants syndicaux et à leur suite les partis du mouvement ouvrier redoublent de concertation avec le gouvernement Sarkozy que ce dernier, et le Medef avec lui, peut poursuivre sa politique dans la tourmente de la crise du capitalisme.

« Je ne céderai pas. » (Sarkozy, 23 mars)

Appuyé sur le refus de l'ensemble des appareils du mouvement ouvrier de rompre avec lui et de se dresser face à lui en tant qu'alternative politique, Sarkozy a donc pu, depuis une tribune soigneusement protégée par la Police à Saint-Quentin, livrer un discours qui sonne comme une nouvelle déclaration de guerre. « Je ne céderai pas » a-t-il lancé, avant de réaffirmer l'ensemble de son programme : non seulement de toutes ses « réformes », y compris la réforme du lycée, le paquet fiscal et la taxe professionnelle, mais encore la généralisation du « Contrat de Transition professionnelle » et du RSA, instruments de précarisation et de déqualification des travailleurs. A cela il a même ajouté une annonce sur le doublement du nombre de jeunes en contrat d'alternance. Au moment où les jeunes sont les premières victimes du chômage et où les faillites se succèdent en cascade, cette annonce est du point de vue quantitatif un pur bluff. Mais par contre l'intention n'est pas feinte : offrir des jeunes sous-payés au patronat, poursuivre la destruction du système public d'enseignement professionnel.

Et puis que dire de cette nouvelle agression contre les libertés démocratiques élémentaires, l'annonce de la création d'un délit « d'appartenance à une bande » puni de trois ans de prison ! C'est une loi de type totalitaire. Ce n'est pas pour rien que cette annonce, dans le discours de Saint-Quentin, précède de peu une remarque sur « la violence intolérable » en Guadeloupe. Cela seul suffit à démontrer que ce que Sarkozy a annoncé, c'est une loi tournée contre la classe ouvrière, contre le mouvement ouvrier, pour l'intimider.

L'Assemblée UMP de son côté a continué son sale travail. En particulier elle a voté le 18 mars le projet de loi Bachelot tourné tout entier contre le système public de santé (voir dans ce numéro). Quelle humiliation pour les personnels que de constater que la seule opposition publique et tenace à certains volets de ce projet fut le fait des marchands de vin ! Evidemment, les dirigeants fédéraux et confédéraux portent la totale responsabilité de la défaite que constitue pour les personnels de la fonction publique hospitalière le vote de ce projet de loi. A suivre, courant avril ou début mai, le projet de loi sur la « mobilité » des fonctionnaires, qui ouvre la porte à leur licenciement, projet sans cesse reporté vu la boulimie législative qui caractérise aussi le gouvernement Sarkozy-Fillon, et qui pourrait redevenir une cible politique – en lien avec le combat pour que cessent les discussions en vue d'appliquer le « livre blanc » sur la fonction publique (cf. CPS n°32).

Le Medef n'est pas en reste. Une nouvelle fois, dans le cadre des négociations sur les retraites complémentaires, le patronat a avancé l'exigence du report à 61 ans pour liquider ses droits, avant finalement d'obtenir que cette question soit mise sur la table dès 2010. Et tandis que Parisot défend les rémunérations scandaleuses du patronat, ce dernier encaisse, dans les banques, dans l'automobile, les aides du pouvoir, et multiplie les licenciements, directs ou chez les sous-traitants. Mais si la crise est

l'occasion, comme toujours dans le mode de production capitaliste, d'accélérer la « modernisation » des usines, la fermeture des unités les moins rentables, la crise n'en frappe pas moins les capitalistes français eux-mêmes.

La crise du capitalisme s'approfondit : pour y faire face, les organisations syndicales ouvrières doivent élaborer leur propre plan

Chaque semaine, chaque jour même apporte des nouvelles confirmant ce que nous avons annoncé depuis plus d'un an et plusieurs mois avant la faillite de la banque Lehmann Brothers : la crise actuelle du capitalisme est sans commune mesure avec les récessions qui se sont succédées depuis les années 70. En France, la production industrielle est déjà revenue à son niveau de 1997 alors que l'année 2009 ne fait que commencer. Le secteur de l'automobile est évidemment, comme partout dans le monde, frappé le plus brutalement par la crise de surproduction.

L'ébranlement de l'ensemble de l'édifice capitaliste est profond. D'une part, la crise bancaire n'est absolument pas terminée. Au-delà du fait que quelques nouvelles faillites ont eu lieu aux Etats-Unis, une récente note de la banque Goldman Sachs, tentant d'évaluer les pertes des grandes banques (pour un total de deux mille milliards aux USA et mille milliards en Europe), souligne qu'il est impossible de savoir où l'on en est à cause des « actifs toxiques » inévaluables. Aux Etats-Unis, un nouveau plan de sauvetage des banques est en chantier. Parallèlement, selon l'OMC, le commerce mondial devrait reculer de 9% cette année, avec des conséquences encore incalculables sur un pays comme la Chine ou le Japon (le FMI y prévoit un recul de 6% du PIB en un an !). Or pour financer ses plans successifs, l'impérialisme US a inondé le monde de bons du trésor, enflé sa dette et ses déficits au point que même la question de sa solvabilité est venue au grand jour. En engageant le rachat massif de ses propres titres de dette, la banque centrale américaine fait face à ce problème urgent... et accélère aussi la baisse du dollar en émettant, à la place de ces obligations qu'elle rachète, des dollars. C'est une manière de faire porter le poids de sa propre faillite sur ses concurrents certes, mais cela exprime d'abord un fait majeur qui menace : l'effondrement de la monnaie de réserve principale du monde, celle autour de laquelle a été réordonné tout le système monétaire international depuis 1944.

En Europe, alors que toute l'Europe orientale s'affaisse, la question de l'unité de la zone euro affleure de plus en plus, comme nous l'avons annoncé dans notre précédent éditorial. L'impérialisme allemand a été obligé d'intervenir pour permettre à l'Etat grec d'emprunter à des conditions pas trop draconiennes... tout en refusant sèchement la proposition italienne d'emprunts communs à tous les pays de la zone euro. Et voilà que le gouvernement tchèque, après le letton, est tombé suite à une combinaison parlementaire contre lui, alors que la Tchéquie préside l'Union Européenne. Nous avons déjà souligné que c'était le « chacun pour soi » qui prévalait, mais dorénavant la débandade menace.

Et le G20 de Londres doit voir un bras de fer se nouer entre l'impérialisme américain et ses rivaux de deuxième et troisième ordre, le premier cherchant (avec l'appui du FMI) à imposer aux autres de nouveaux plans de « relance », de nouvelles et massives dépenses publiques pour offrir artificiellement des débouchés au Capital, pour prendre une plus grande part du fardeau de la crise (tandis qu'à ce stade, les pays de l'Union Européenne veulent situer le G20 sur le terrain de la « régulation financière »). Mais comment les payer ? L'impérialisme britannique de Brown vient de renoncer à un nouveau « plan de relance » faute d'avoir pu placer suffisamment de titres d'emprunt sur les marchés. Ce n'est pas la dernière fois : l'augmentation des déficits a une limite et cet événement indique qu'elle est proche.

Il n'est pas nécessaire d'aller plus loin : l'essentiel est de constater que les plans de relance, de sauvetage, ne « relancent » rien, même si évidemment ils jouent un rôle en empêchant un recul encore plus brutal de l'activité économique, même s'ils font la démonstration de la faillite de la propriété privée des moyens de production et d'échange, au service de laquelle chaque Etat national pourtant fait le maximum... et d'abord au compte de ses propres grands groupes capitalistes, en faisant porter tout le poids, via la dette, les impôts, les licenciements, sur le prolétariat.

Alors l'approfondissement de la crise pose une question à tous les travailleurs : comment s'en sortir ? A cela, il n'est qu'une seule réponse. C'est par l'élaboration d'un véritable plan de production, tourné vers la satisfaction des besoins des masses (par exemple en matière de logement) et non pas celle du profit, plan de production assurant à chacun le droit au travail. Ce serait la responsabilité des directions confédérales et fédérales d'opposer aux plans de sauvetage du capitalisme leur propre plan, élaboré démocratiquement,

sous contrôle ouvrier, un plan de production pour protéger effectivement les travailleurs de la crise du capitalisme.

Bien entendu, il serait impossible de réaliser un tel plan sans exproprier l'ensemble des banques pour constituer un système unique de crédit public, tout comme il va de soi que sans prendre le pouvoir, jamais le prolétariat ne verrait le début du commencement de réalisation d'un tel plan. Mais cette revendication adressée d'abord aux directions syndicales, amène à cette question du pouvoir.

C'est à l'inverse de cette perspective que se situe, il faut le dire, l'initiative prise par le POI pour « une marche unie à Paris pour l'interdiction des licenciements ». Parler « d'interdiction », c'est parler d'une loi. Qui la voterait ? Pour le POI, c'est clair, « le gouvernement a le pouvoir d'interdire les licenciements » (communiqué du 11 mars). Sarkozy, Heurtefeux, l'Assemblée UMP, le parlement de la 5e République, pourrait donc voter une loi interdisant les licenciements ? Il faut se pincer pour s'assurer que l'on ne rêve pas. Le POI propose un couteau sans lame : au lieu d'expliquer que lutter pour en finir avec les licenciements, sans d'ailleurs en faire un préalable, c'est lutter contre le gouvernement, pour un autre gouvernement, le POI explique qu'il n'est nul besoin de changer de gouvernement (et apparemment même pas de rompre avec l'UE) pour cela !

Et à ce couteau sans lame, il manque le manche : pour le POI, la question du combat pour en finir avec les licenciements ne concerne que les partis politiques, et pas les syndicats alors même que ce sont les organisations syndicales qui ont mis, à deux reprises, plus de deux millions de manifestants dans la rue ! Que ce sont eux qui pourraient, dans chaque branche, convoquer des conférences de délégués élus dans les entreprises pour organiser le combat commun contre tout licenciement, contre le chômage technique, contre le patronat.

Mais ce distinguo permet d'épargner aux militants du POI qui ont des responsabilités dans les organisations syndicales et principalement à Force Ouvrière, de mener le combat au sein de leurs organisations car même cette formulation confusionniste « d'interdiction des licenciements » n'est pas au programme des dirigeants confédéraux. Or, répétons-le, combattre pour la rupture des dirigeants syndicaux avec le gouvernement, c'est mettre ce dernier en grande difficulté. C'est précisément ce que démontre le mouvement en cours depuis plusieurs semaines dans les universités.

Le combat tenace des enseignants-chercheurs confirme : dès qu'il est privé de la « concertation », le gouvernement est en difficulté

Le prochain numéro de notre bulletin reviendra en détail sur le mouvement historique dans lequel se sont engagés massivement les enseignants-chercheurs. Mais on peut déjà, alors qu'il en est à un moment critique, en faire un premier bilan (voir aussi dans la section des interventions militantes). Les enseignants-chercheurs se sont dressés massivement face au projet de décret du gouvernement qui prévoit la modulation de leur service. A un tel point qu'ils ont constitué une coordination véritable, intégrant les organisations syndicales en tant que telle, et que l'unité s'est soudée sur la revendication du retrait de ce décret, auquel s'est vite adjointe une autre revendication non moins vitale, celle du retrait du projet de réforme des concours du gouvernement. Un signe ne trompe pas : en janvier, au Conseil National de la FSU, seul le courant Front Unique avait eu comme position le retrait de ces textes, ainsi que l'appel au boycott de la remise des maquettes des nouveaux masters préparant les concours. Quelques semaines plus tard, sous la pression des personnels, le syndicat majoritaire du supérieur, le Snesup, faisait siennes ces positions contre lesquelles ses dirigeants (y compris ceux de la tendance « NPA » dans la FSU) avaient voté. C'est d'ailleurs le refus collectif de remettre les maquettes qui a amené le gouvernement à devoir reporter d'un an l'entrée en vigueur des nouveaux concours. Autrement dit, le mouvement dans le supérieur montre qu'il est possible aux travailleurs de dicter leurs volontés aux dirigeants syndicaux, et que cela à son tour donne toute sa force à leurs combats.

Mieux encore : les dirigeants du Snesup ont été amenés à plusieurs reprises à refuser de négocier avec le ministère, lequel proposait en matière statutaire des aménagements du même décret (dans la dernière mouture, la modulation des services ne peut être imposée sans l'accord de l'enseignant, mais le maintien du principe de la modulation n'en expose pas moins les personnels à une pression immense). Résultat : le gouvernement a dû manœuvrer en recul sur une série de points, tandis que les dirigeants syndicaux qui allaient négocier en catimini étaient hués dans les Assemblées générales. Fillon annonçait ainsi qu'il n'y aurait pas de suppressions de postes ni en 2010, ni en 2011 (en maintenant celles de 2009). Puis le pouvoir

des présidents d'université sur les promotions était diminué. C'est cette exigence maintenue de retrait, et de refus des discussions, de la direction du SNEsup, qui a entraîné ces manœuvres, dont l'objectif était de trouver le point à partir duquel la concertation pourrait reprendre, tout en maintenant l'essentiel.

Mais au fil de ce mouvement, la question de la réforme de la formation est devenue stratégiquement décisive. C'est au travers de celle-ci que pouvait s'effectuer la jonction avec le reste du corps enseignant et les étudiants. De ce fait, la position de la FSU (et appuyé sur elle, de l'Unef) prenait une importance décisive. Or jusqu'au sein des syndicats nationaux de la FSU, au fil des semaines, l'exigence du retrait de ce projet de réforme (cf. les interventions militantes publiées dans ce numéro) a enflé, au point d'être au bord de s'imposer lors du Conseil National de la FSU. Mais, au prix de contorsions quasi-comiques qui virent aussi bien les membres du POI que ceux du NPA s'incliner devant l'appareil qui leur demandait de ne plus se prononcer pour le retrait, l'ultime retranchement de l'appareil fédéral fut de revendiquer « l'abandon » de la réforme et de « nouvelles négociations » - lesquelles signifient pratiquement le refus de rompre avec le gouvernement. Ce dernier scrutait avec attention les discussions tendues au sein de la FSU et de ses syndicats. Que finalement le « retrait » ait été écarté, concrètement que la direction FSU refuse de reprendre le mot d'ordre émanant des assemblées générales, a permis au gouvernement de proposer une nouvelle mouture de la même réforme, contraint qu'il a été par le mouvement des enseignants-chercheurs de reporter d'un an son entrée en vigueur.

Il faut ajouter que le verrou que la direction de la FSU a tient d'autant plus que, chez les étudiants, où un réel mouvement s'est aussi engagé, le refus des dirigeants Unef d'engager le combat s'est combiné à l'action de groupes d'extrême gauche. Ces derniers ont lutté pour mettre au centre des revendications le mot d'ordre d'abrogation de la LRU, loi d'autonomie des universités dont le nouveau décret statutaire des enseignants-chercheurs découle. Or, un an après la défaite subie par les étudiants sur cette question, et surtout après que des dizaines d'universités soient passées au nouveau régime (avec la complicité de tous les appareils, petits ou grands, qui siègent dans les conseils d'administration), c'était écraser le mouvement débutant en lui assignant des objectifs qu'il ne pouvait pas atteindre d'emblée. Car si l'abrogation de la LRU est une nécessité, elle suppose que soit balayé le gouvernement Sarkozy – et le chemin vers cet objectif passait et passe encore par le retrait de la réforme des concours, du nouveau statut des enseignants-chercheurs, ou celui du rétablissement des postes supprimés (pour la première fois) en 2009.

Dans cette voie l'obstacle principal est la position de la direction de la FSU (et de l'Unef avec elle) laquelle a salué, Snesup compris, la nouvelle mouture de la « réforme » dont elle prétendait la veille encore demander « l'abandon ». Ce qui confirme qu'ouvrir la voie au combat pour en finir avec le gouvernement, c'est combattre, se regrouper, s'organiser pour imposer la rupture avec le gouvernement Sarkozy-Fillon. Si le mouvement venait à échouer, les appareils syndicaux en porteraient la totale responsabilité.

Pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, combattant pour le socialisme

Au vu de tout ce qui précède, l'orientation à suivre est donc parfaitement claire.

C'est agir pour que soit rompu le soutien au gouvernement qu'apportent les appareils syndicaux, suivis par les partis et organisations du mouvement ouvrier, au gouvernement au travers du « dialogue social », de la concertation, la participation. Les développements que nous venons d'évoquer montrent que c'est possible.

C'est de combattre pour que les directions du mouvement ouvrier, partis, syndicats, défendent ensemble les revendications réelles des travailleurs à avoir l'arrêt immédiat des licenciements, du chômage technique, des suppressions de postes ; le retrait, l'abrogation des contre-réformes Sarkozy ; le rattrapage du pouvoir d'achat des salaires, retraites et pensions.

C'est de promouvoir, en s'appuyant sur les leçons de la grève générale en Guadeloupe, la perspective d'un front uni des syndicats et partis, constitué pour faire aboutir ces revendications et donc pour balayer Sarkozy et son gouvernement.

Un tel front uni poserait la question d'un réel gouvernement ouvrier, liquidant la 5ème République avec son produit achevé qu'est le gouvernement Sarkozy-Fillon, rompant avec l'Union Européenne, ses traités ses directives, pour ouvrir la voie aux Etats-Unis Socialistes d'Europe.

C'est aussi d'opposer aux plans de « relance » des licenciements, aux « plans de sauvetages » des banksters, un plan de production élaboré par les organisations syndicales, sous contrôle ouvrier, permettant d'assurer le droit au travail, rompant pour cela avec la loi du profit.

C'est clair, net et précis : si cette orientation rencontre un écho, elle a besoin urgemment d'être défendue partout, de se regrouper autour d'elle. C'est dans le combat sur cette ligne, pour de tels regroupements, qu'est la voie pour construire le parti ouvrier révolutionnaire qui manque tant, et l'Internationale ouvrière Révolutionnaire.

Construire le Parti combattant pour une société débarrassée de l'exploitation, de l'oppression, une société où la loi du profit soit rangée dans les livres d'histoire parmi les rites barbares de la préhistoire humaine : le socialisme. Alors que la crise capitaliste fait rage c'est à ce combat pressant que notre Groupe appelle les lecteurs de CPS à participer, à contribuer.

Le 27 mars 2009